

### *Pouvoir d'emprunt*

Voyons un peu l'objet de cette dernière demande de pouvoir d'emprunt. Le ministre nous a fait savoir que l'argent serait utilisé pour couvrir les dépenses proposées dans le récent budget. Le ministre des Finances (M. Lalonde) nous a dit alors qu'il aurait besoin de 26.7 milliards de dollars pour ses dépenses courantes. De cette somme globale, le gouvernement avait déjà été autorisé à emprunter 16 milliards aux termes du projet d'emprunt précédent, le C-143. Il manquait donc une somme additionnelle de 10.7 milliards pour les autres dépenses engagées pour les projets spéciaux de relance, le financement du Programme Été Canada et d'autres programmes d'emploi, ainsi que les Programmes d'encouragement à l'accès à la propriété et de rénovation des maisons. Nous pouvons, certes, approuver l'engagement de fonds pour ces projets, à condition qu'ils atteignent leur but. Cependant, les événements récents nous ont appris que ces programmes ne sont que des écrans de fumée et qu'ils ne créeront pas immédiatement le nombre d'emplois promis par le ministre, encore moins les emplois permanents dont nous avons tant besoin. Ma collègue, représentante de Vancouver-Centre (M<sup>lle</sup> Carney), a déjà décrit toutes ces lacunes dans l'excellent discours qu'elle a prononcé il y a quatre semaines en réponse à l'exposé budgétaire du ministre. Je n'ai donc pas l'intention de m'y attarder davantage. Je vais plutôt parler du pouvoir d'emprunt de 4 milliards que je n'ai pas mentionné jusqu'ici.

Au dire du gouvernement, cette somme additionnelle constituera un fonds de prévoyance, juste en cas. En cas de quoi, exactement? Le gouvernement est-il incapable de prévoir ses dépenses six mois d'avance? Ne sait-il pas combien ses programmes actuels coûteront? S'il n'a pas les réponses à ces questions, peut-être devrait-il confier les rênes à quelqu'un d'autre.

Il semble bien que, comme législateurs, nous recevons constamment des demandes d'emprunts additionnels sans jamais savoir s'ils sont justifiés ou fondés. En réalité, nous ne savons même pas si le gouvernement a vraiment besoin de cet argent, ni pourquoi. Si le gouvernement ne peut pas dire pourquoi il a besoin de plus d'argent, il ne devrait pas forcer le contribuable à supporter un déficit davantage alourdi par des intérêts additionnels sur des emprunts dont il n'a même pas besoin au départ. A titre de législateurs, nous devrions veiller à ce que les deniers publics soient dépensés sagement et exiger que le gouvernement rende des comptes au Parlement pour chaque dollar d'impôt qu'il dépense. Nous devons nous assurer que nous contrôlons effectivement les deniers publics. Je crains que nous ne soyons bien prêts de perdre ce contrôle.

Les ministères dépensent comme si nos ressources étaient inépuisables. Ils n'ont aucune raison particulière de réduire leurs prévisions de dépenses d'une année à l'autre et de réduire ainsi leur budget. Évidemment, chaque année un ministre évalue ses dépenses probables. Au lieu de retourner les fonds qu'ils n'auraient pas dépensés, on invente plutôt des projets ou des programmes non essentiels. Comme on a l'argent on tient à le dépenser. Voilà pourquoi j'estimais que le gouvernement doit demander l'autorisation d'emprunter uniquement pour les dépenses nécessaires et justifiables. Il devrait s'abstenir de demander de l'argent pour ses besoins probables. C'est là une grande différence. En attendant que le gouvernement retrouve le sens des responsabilités et justifie ses requêtes au Parlement, nous allons nous endetter davantage, hypothéquant l'avenir du Canada.

Ce fut pour moi un plaisir que de participer à ce débat.

**L'hon. Walter Baker (Nepean-Carleton):** Monsieur le Président, ce fut un réel plaisir que d'écouter le député de Leeds-Grenville (M<sup>me</sup> Cossitt) à l'occasion de ce débat qui a une certaine importance. Je suis heureux que le ministre du Revenu national (M. Bussières) soit présent, car dans mes commentaires je tiendrai compte de ce qu'on a dit aujourd'hui au sujet des recettes gouvernementales. Je tiens à ce que le ministre entende ce que j'ai à dire.

Je me souviens très bien du jour où le chef de l'opposition ou moi-même avons eu le privilège d'accompagner à la Chambre la représentante de Leeds-Grenville et de la présenter à monsieur le Président. Ce fut une très heureuse occasion. Depuis qu'elle est ici, madame le député n'a jamais déçu ceux d'entre nous qui l'ont aidée. Elle a fait preuve de beaucoup de compassion pour les personnes du troisième âge, les jeunes, les chômeurs et pour ceux que j'appellerai les laissés pour compte de la société.

• (1650)

Je voudrais aussi souligner le discours prononcé par mon collègue le député de The Battlefords-Meadow Lake (M. Anguish). Bien sûr, lui et moi ne partageons pas les mêmes convictions politiques. Mais j'ai cru m'entendre parler quand le député a dénoncé l'ampleur du déficit. Je veux le féliciter de sa conversion, une conversion de dernière heure peut-être, mais conversion quand même qui réchauffe nos cœurs puisqu'elle se produit au moment même où la Chambre examine une nouvelle demande d'emprunt de 14.7 milliards.

Je me demande comment le gouvernement a calculé ce chiffre. Il a dit 14.7 milliards et quelques cents. Ce qui revient au même. C'est un montant gigantesque. Nous sommes tellement habitués à penser en milliards que nous pourrions facilement reprendre le «Qu'est-ce qu'un million?» de C. D. Howe sous la forme «Qu'est-ce qu'un milliard?». Car c'est là où en est rendu le gouvernement dans ses dépenses. Pourquoi, monsieur le Président? C'est que le gouvernement a oublié l'exhortation biblique dont devraient tenir compte tous les gouvernements, et qui nous recommande d'amasser pendant les bonnes années en prévision des mauvaises. Qu'est-il advenu de ce gouvernement prodigue qui a vu défiler un bataillon de ministres des Finances, de John Turner au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources actuel (M. Chrétien) en passant par M. Macdonald? Quel était son prénom au juste?

**M. Fennell:** Donald.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** De Donald Macdonald, un baron de Bay Street maintenant, qui s'occupe de l'avenir de notre pays à la tête d'une commission royale d'enquête au ministre actuel des Finances (M. Lalonde) qui a remplacé son collègue maintenant de retour à sa sinécure habituelle aux Affaires extérieures. Qu'ont-ils fait à part dépenser à qui mieux mieux? Ils n'ont pris aucune décision ferme. Ils n'ont fait aucun choix. Ils ne se sont donné aucun ordre de priorités au point où aujourd'hui le ministre des Finances actuel débloque des miettes pour des programmes importants qui figuraient déjà dans le dernier budget et reporte des impôts et des paiements que le gouvernement que nous allons former devra assumer plus tard.